

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Quel courage !

A Davos, devant un parterre de capitalistes, Sarkozy a osé défendre le capitalisme

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 28 janvier 2010

Démocratie & Socialisme

Il a dénoncé la "dénaturation" du capitalisme alors que, justement, aujourd'hui le capitalisme revient à son fonctionnement de toujours. Les années 1945-1975 (les "30 glorieuses") n'ont, en effet, été qu'une parenthèse de régulation, entre deux périodes de capitalisme sauvage où règne en maître la "concurrence libre et non faussée".

Contrairement à ce qu'il a affirmé, ce n'est pas une crise de « dénaturation du capitalisme » que nous subissons, mais bien une crise d'un capitalisme qui s'est libéré de ses entraves et à retrouvé sa vraie nature, à l'aide de toutes les politiques néolibérales mises en oeuvre par des gouvernements comme celui de Nicolas Sarkozy aussi bien que par l'Organisation Mondiale du Commerce, le FMI ou l'Union européenne.

Il dénonce l'obsession de la finance pour le "tout, tout de suite", mais il n'a jamais proposé de changer quoi que ce soit de sérieux à cet état de chose en supprimant (par exemple) l'effet levier, la titrisation ou les produits dérivés qui avaient démultiplié les effets de la crise bancaire de 2008-2009. Il a accepté, sans mot dire, la comédie qui consistait à légitimer des paradis fiscaux à condition qu'ils passent des accords de transparence avec d'autres paradis fiscaux. Il a polarisé le débat sur les bonus des traders qui ne sont qu'une manifestation de la volonté des banquiers de continuer comme avant la crise. En pire même, pour rattraper l'argent perdu. Loin d'imposer la séparation entre banques d'affaires et banques de dépôt pour empêcher les banques de spéculer avec l'argent de leurs déposants, il a, au contraire, encouragé les banques à continuer dans la voie de la spéculation la plus éhontée. Il leur a, en effet, accordé une garantie de l'Etat de 320 milliards d'euros avec comme seule contrepartie un taux de 6 % d'intérêt à verser à l'Etat. Mais que pèsent ces 6 % pour les dirigeants d'une banque qui escompte un retour sur investissement de 40 % ?

Il oppose le capital financier au capital industriel alors que l'osmose est complète entre ces deux types de capitaux et que c'est cette osmose qui a permis au taux de profits d'atteindre des sommets rarement atteints dans l'histoire du capitalisme.

Il affirme que le libre-échange, la concurrence ne sont pas « des fins en soi » mais il fait voter à la hussarde par le Parlement, au mépris du résultat du référendum de 2005, le traité de Lisbonne qui impose le libre échange des marchandises, des services, des capitaux aussi bien que la "concurrence libre et non faussée".

Il propose de moraliser le capitalisme, ce qui a à peu près autant de sens que de vouloir moraliser la mafia. Le moteur du capitalisme est le profit que Sarkozy défend d'ailleurs bec et ongles et n'a donc rien à voir, ni de près, ni de loin, avec « la morale » qui ne vaut pas un centime et ne pourrait donc qu'être une entrave à son bon fonctionnement.

En fidèle défenseur des profits, il ne parle surtout pas d'augmenter les salaires, ce qui serait pourtant la seule méthode pour diminuer les profits et mettre un frein à la spéculation boursière. Il y aurait alors moins de profits et donc moins de capitaux disponibles pour spéculer et alimenter de nouvelles bulles financières ou immobilières.

Il propose de revenir à un capitalisme régulé mais il casse aujourd'hui, en France, tous les instruments de cette régulation : le service public, l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, la retraite par répartition, le code du travail, la médecine du travail...

A Davos, au milieu des « saigneurs de la terre », Nicolas Sarkozy était bien parmi les siens.

Jean-Jacques Chavigné